

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 03/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TDI TREVE DINDES INDUSTRIE

Moulin de Saint Caradec
22600 Trévé

Code AIOT : 0005503588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement TDI TREVE - DINDES INDUSTRIE implanté Le Moulin de Saint-Caradec à TREVE (22600). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre :

- du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/07/2024 demandant le dépôt avant le 02/01/2025 d'une étude finalisée portant sur les mesures réalisées pour assurer les moyens de lutte contre un incendie et la capacité de rétention des eaux d'extinction et susceptibles d'être polluées ;
- de la mise en place d'un conteneur pour le stockage des eaux usées en remplacement de la bâche de 200 m3 qui a été rompue en avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TDI TREVE DINDES INDUSTRIE
- Le Moulin de Saint-Caradec - 22600 Trévé
- Code AIOT : 0005503588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TDI est spécialisé dans la découpe de volailles (dindes prêtes à être découpées - PAD), la fabrication de préparations de viande et la séparation mécanique de viande (VSM) haute qualité (basse pression) par désossage mécanisé.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- Eau de surface

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejet eaux usées	APC du 04/07/2025, art 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 7.2.3	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande d'action corrective	7 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet eaux usées	APC du 04/07/2025, art 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) - APMED	AP de Mise en Demeure du 01/07/2024, article 1	/	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait réaliser une étude permettant d'une part, d'évaluer les besoins en eau en cas d'incendie et d'autre part, d'évaluer le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction.

Cette étude fait état d'une carence en eau de 436 m³ et mentionne la création d'un bassin d'un volume de 800 m³ utile minimum pour le confinement de la grande partie des eaux d'extinction.

La configuration du site nécessite des discussions avec l'exploitant du site voisin afin d'optimiser et de mutualiser les moyens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet eaux usées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2017, article 2 / APC du 04/07/2025 – Art 3
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux usées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2024
Prescription contrôlée : Le rejet d'eaux usées direct ou indirect dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface est interdit. [...]
Constats : L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance le 5 décembre 2024 complété les 18/04/2025 et 06/05/2025 concernant les nouvelles modalités de stockage des eaux industrielles pré-traitées avant transfert vers la station d'épuration de Bodin à Loudéac. Ce dossier a été instruit et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires signé le 4 juillet 2025. Le contrôle a permis de vérifier la présence d'un conteneur de 90 m ³ équipé : <ul style="list-style-type: none">• d'une caméra de surveillance en hauteur permettant de visualiser le niveau de remplissage du conteneur (vidéosurveillance visible dans le bureau du responsable maintenance) ;• d'une poire de niveau permettant l'arrêt de la pompe de relevage des eaux usées (remplissage conteneur) et le déclenchement d'une alarme lumineuse à la sortie de l'atelier de maintenance. Lors de l'inspection (11h00), le niveau haut dans le conteneur était atteint. Il a été constaté le fonctionnement de l'alarme lumineuse au poste de prétraitement et l'arrêt du prétraitement et du transfert vers le caisson. L'exploitant a déclaré que l'entreprise de transport poursuivrait le transfert des eaux usées dans la journée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance eaux usées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2017, article 2 / APC du 04/07/2025 – Art 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux usées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2024
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant de la société TDI doit procéder à l'enregistrement journalier des transferts d'eaux usées réalisées et leurs destinations. Ce document est joint à la déclaration réalisée sur l'outil GIDAF. [...]

Constats :

Le cahier d'enregistrement des transferts des eaux usées vers la station d'épuration de Bodin à Loudéac est présent et complété.

- Pour la semaine 38 (du 15 au 19/09) : 20 transferts représentant 345 m³
- Pour la semaine 39 (du 22 au 26/09) : 35 transferts représentant 700 m³

Après consultation de la base de données GIDAF, on constate l'absence d'enregistrement des données d'autosurveillance des rejets aqueux depuis mai 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant renseignera les résultats d'autosurveillance (volume journalier compteur prétraitement et les résultats d'analyse) des rejets aqueux dans GIDAF depuis mai 2025. Les volumes journaliers transférés à la STEP de Bodin seront annexés aux déclarations mensuelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) - APMED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/07/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie - Confinement

Prescription contrôlée :

La société TRÉVÉ DINDES INDUSTRIE (SAS TDI), dont le siège social est situé lieu-dit « Le Moulin de Saint-Caradec » à Trévé, est mise en demeure, pour son établissement spécialisé dans la découpe de volailles exploité à la même adresse, conformément aux prescriptions des articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, à compter de la notification du présent arrêté, de déposer **dans un délai de 2 mois** :

- une étude finalisée portant sur les mesures réalisées pour assurer les moyens de lutte contre un incendie et la capacité de rétention des eaux d'extinction et susceptibles d'être polluées.

Constats :**Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/07/2024**

Par message électronique le 15/07/2024, l'exploitant a demandé à l'inspection de disposer d'un délai supplémentaire de quatre mois pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure signé le 01/07/2024 afin :

- de faire réaliser un relevé topographique pour connaître les altimétries et de déterminer les solutions envisageables pour la rétention en partie Ouest du site ;
- de faire réaliser une étude de sol pour la faisabilité de la création d'un bassin de confinement sur la parcelle cadastrale YA 146.

Ce délai supplémentaire a été accordé, portant l'échéance de la mise en demeure au 02/01/2025.

L'exploitant a transmis le 04/04/2025, l'étude finalisée de juillet 2024 du bureau d'étude ABER ainsi qu'un devis daté du 15/07/2024 de la société SADE pour un relevé altimétrique et étude hydraulique.

L'étude finalisée de juillet 2024 du bureau ABER précise :

- que le site en carenciel en eau de 436 m³ (besoin de 360 m³ pendant 2 heures soit 720 m³ - Moyens : 2 poteaux incendie pouvant fournir en simultanée 92 m³/h soit 184 m³ (contrôle hydraulique du 20/06/2024) + Une réserve privée de 100 m³ dont le demi-raccord doit être

remplacé par un demi-raccord de 100 mm). À noter : Le SDIS dans son avis de janvier 2024, émet un doute quant à la possible utilisation de la réserve de 100 m³ considérant sa proximité immédiate des bâtiments ainsi que de la citerne de gaz et de l'installation frigorifique ammoniac ;

- que le volume utile minimal du bassin de rétention pour confiner la grande partie des eaux d'extinction en cas d'incendie est évalué à 800 m³.

Par message électronique du 19/05/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter :

- l'état d'avancement du relevé altimétrique zone Ouest du site Points EP2 - EP3 et EP4 (rétention eaux d'extinction - Devis juillet 2024) ;
- les résultats de l'étude de sol pour la création du bassin de régulation des eaux pluviales et de confinement des eaux polluées (EP1).

En réponse le 22 mai 2025, l'exploitant s'est engagé à informer l'inspection d'ici début juin 2025 de l'état d'avancement des études.

L'inspection a relancé l'exploitant le 15 septembre 2025, qui l'a informé par message électronique, du 22 septembre 2025, de la non réalisation du relevé altimétrique et des analyses de sol considérant les coûts et l'absence de réponse de l'exploitant de l'installation voisine concernant la mutualisation des moyens.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier
- date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.

1°) Les voies d'accès réservées aux engins des Sapeurs-Pompiers devront être maintenues dégagées en permanence de tout encombrement. Toutes dispositions devront être prises à ce sujet en accord avec la Commission d'Arrondissement de Sécurité en accord avec le chef du C.S.P de LOUDEAC.

2°) Du matériel de lutte contre l'incendie devra être mis en place dans l'établissement (extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres, des extincteurs appropriés et des robinets d'incendie armés).

3°) Les installations électriques devront répondre aux dispositions du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.

4°) A moins que ce ne soit déjà fait, fournir aux Sapeurs-pompiers de Loudéac un plan de masse de l'établissement sur lequel figurera:

- les bâtiments avec leur destination,
- les moyens de secours en eau utilisables par les Sapeurs-Pompiers.

5°) Les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie devront être réalisés, de façon à fournir simultanément et en permanence un débit de 360 m³/heure.

L'implantation et le nombre des hydrants devront être déterminés avec le concours de l'officier sapeur-pompier préventionniste du secteur de Loudéac avant le début des travaux.

Ce ou ces points d'eau, accessibles en permanence aux engins de lutte contre l'incendie en utilisant un chemin praticable, devront être répartis à une distance inférieure à:
100 mètres de l'établissement pour 120 m³ heure
200 mètres de l'établissement pour 120 m³ heure
400 mètres de l'établissement pour 120 m³ heure. [...]

Constats :

Il a été constaté :

- la présence d'un poteau incendie à l'entrée du site ;
- l'absence de réserve en eau de 436 m³ avec aires d'aspiration (1 aire d'aspiration par tranche de 120 m³) ;
- le non changement du raccord de la réserve existante de 100 m³ (déclaration exploitant) ;
- l'absence de dispositif de rétention sur site.

L'exploitant a informé l'inspection de son souhait de mutualiser les moyens de lutte en cas d'incendie et de confinement des eaux d'extinction avec le site voisin. Une demande d'échange a été sollicitée fin 2024 mais le site voisin n'a pas donné suite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un devis pour l'installation d'une réserve incendie en citerne souple de 400 m³ a été présenté le jour du contrôle. Ce devis sera transmis au service d'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant engagera une discussion avec l'exploitant de l'installation voisine pour la mutualisation des moyens et la mise en conformité du site sur les besoins en eau en cas d'incendie et le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

Les conclusions de ces échanges seront communiquées au service d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 mois